

B. JUSTIFICATION DU PROJET

=====

Il ressort de l'exposé ci-dessus que le Ministère des Transports est une administration relativement jeune, et en procès de formation. De plus, sa réorganisation administrative est à envisager en raison de la rédefinition de ses responsabilités, par le décret n° 75/467/du 28 Juin 1975 portant réorganisation du Gouvernement.==

En Particulier, le Ministère "est responsable du développement coordonné de tous les moyens de transport et des équipements publics qu'ils nécessitent".==

Le décret ensuite précise que le Ministère ".....est responsable du développement et de l'entretien des infrastructures publiques correspondantes....."

et qu'il

".....concourt à la formation des personnels techniques de son secteur".

Par les deux décrets sur l'organisation du Ministère déjà mentionnés, sa mission est précisée en détail et peut être résumée de la manière suivante ;

- Etude et mise en oeuvre de la politique du Gouvernement en matière de transports ;
- Etude des moyens propres à développer l'infrastructure de transports et d'en accroître l'efficacité ;
- Préparation des textes réglementaires et des accords internationaux relatifs aux transports ;
- Application de la législation et la réglementation tant nationales que celles prises en vertu des accords internationaux pour assurer le fonctionnement harmonieux des organismes de transports du pays./=

Si le Ministère est en principe responsable de la planification du secteur des transports, il le fait en coopération et consultation avec d'autres Ministères ;

i) Le Ministère de l'Economie et du plan, chargé de la mise en oeuvre de la politique de développement économique du pays, et donc entre autres choses responsables de la préparation du plan, des questions d'aménagement du territoire, développement des services, de l'orientation des investissements publics et privés ;

ii) Le Ministère de l'Équipement et de l'Habitat, responsable du développement et de l'entretien du réseau routier national et apportant son concours technique à la construction et à l'entretien des routes départementales et communales ;

iii) le Ministère de l'Administration Territoriale, lequel est responsable de l'organisation et du fonctionnement des services locaux, ce qui comportent la coordination des activités des services détachés du Ministère des Transports.

iiii) Le Ministère des Finances, responsable de la préparation et de la mise en oeuvre de la politique monétaire et financière de l'Etat, ainsi que de la politique foncière.

Il faut reconnaître que le Ministère manque pour le moment du personnel suffisant (en qualité et en quantité) pour l'Administration des Transports. Il conviendrait de renforcer ce personnel et plus particulièrement porter l'attention au service chargé de l'établissement des programmes, de la coordination et des études. Ce service a déjà entrepris des enquêtes et des études régionales et par modes de transport. *Il conviendrait d'effectuer une étude de préinvestissement comprenant le secteur entier, par des études au niveau régional et au niveau national./-*

C. CADRE INSTITUTIONNEL.

Pour l'accomplissement de ses tâches, le Ministère comprend :

- i) un secrétariat général
- ii) trois directions de services centraux, à savoir la Direction des transports, la Direction de l'Aéronautique civile et la Direction de la Météorologie Nationale. Le service de la Marine Marchande, actuellement compris dans la Direction des Transports devrait devenir la quatrième Direction.

Le Ministère a la tutelle des organismes ou sociétés d'Etat suivant :

- la Régie Nationale des Chemins de Fer,
- L'Office du Chemin de fer Transcamerounais,
- L'Office National des Ports
- La Cameroon Airlines
- la Société Nationale des Transports Urbains (S O T U C)
- Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (A S E C N A)
- La Cameroon Shipping Lines
- Le Conseil National des Chargeurs
- La Société Camerounaise de Manutention et d'Acconage (SOCAMAC).

La Direction des Transports est chargée de toutes études et recherches en vue de la promotion et du développement judicieux de tous les modes des transports (les transports aériens étant suivis par la Direction de l'Aéronautique Civile). Cette Direction assure aussi l'administration des transports routiers, l'activité du secteur privé./-

D. PREVISIONS POUR LA PRISE EN CHARGE ULTERIEURE DU PROJET PAR LE GOUVERNEMENT.-

Mention a été déjà faite d'une nécessité de réorganiser le Ministère. Ceci entraînerait vraisemblablement un élargissement des services. Selon les résultats du projet, le Ministère devrait créer et lui accorder tous les moyens que son fonctionnement exige, d'une division des Etudes et de la planification pour ainsi remédier aux obstacles que l'on pourrait rencontrer en cours du projet (personnel qualifié et en nombre suffisant, matériel, etc...) Etude des Transports à long terme.

E. AUTRES ACTIVITES CONNEEXES.

Actuellement le Gouvernement mène plusieurs projets relationnés, exécutés en coopération soit avec le PNUD, la Banque Mondiale, les organismes bilatéraux de la France, Italie, République Fédérale Allemande, le FED, la Banque de Développement pour l'Afrique. Par intermédiaire de cette coopération et en vue d'un meilleur rendement du présent projet, on devrait associer au projet les experts de ces organismes bilatéraux ou d'autres consultants privés. Ceci est prévu dans le cadre de l'assistance supplémentaire comme il est indiqué à la section III ci-dessous.

F. ASSISTANCE FUTURE DU PNUD.

Il peut résulter du projet présent qu'un nouveau projet soit dégagé. Il peut s'agir d'une étude de préinvestissement des transports au Cameroun. Le Gouvernement, dans ce cas, désirerait obtenir l'assistance du PNUD en étroite coopération avec les bailleurs de fonds intéressés. *Le projet est déjà inscrit au IV^e Plan.*

II. OBJECTIFS DU PROJET

Le projet consiste à combiner deux projets envisagés par le rapport " Programmation par pays 1972 - 1976 ", celui de Code des Transports routiers (voir page) et celui de la Planification des Transports (voir page 12).

A. OBJECTIFS A LONG TERME.

Ces objectifs sont les suivants :

i) Implanter le Ministère des Transports en sa qualité de organisme central de la planification continue dans le secteur.

ii) Doter ce Ministère de la capacité de diriger une première étude des transports portant l'établissement d'un plan d'investissement 1979 - 1991.-

B. OBJECTIFS IMMEDIATS.

Les objectifs immédiats sont comme suit :

i) Moderniser la législation nationale sur les transports routiers, la circulation et la prévention routières.

ii) Etablir les orientations et assurer les mesures initiales permettant la formation d'un organe de Planification au Ministère.

iii) Evaluer la situation des transports et dégager les principes de la coordination./-

III . PLAN D'EXECUTION

A. DESCRIPTION DES ACTIVITES DU PROJET

Les trois projets suivants de législation ont été élaboré par la Direction des Transports, en forme de décret :

- a) sur la coordination et l'harmonisation des transports terrestres
- b) portant réglementation de transport routier (prévu par l'ordonnance n° 73/16/ du 19 Mai 1973 et
- c) sur le Code de la route.

L'adoption de ces textes est maintenant rapportée au IVe plan de Développement Economique et Social (1976 - 1981). Ceci traduit l'action du Ministère des Transports qui envisage d'un côté, établir la planification et la programmation du secteur pour orienter les politiques d'investissements au cours des prochains Plans, et de l'autre côté, orienter et appuyer l'application de la législation sur les transports terrestres par les études approfondies des entreprises de transport et leur rôles dans l'économie nationale.--

Simultanément avec cette activité, le Ministre s'efforcera de reviser ses formes de consultations et échange de renseignements avec les organismes, agences ou entreprises avec lesquels il est en rapport sur les questions de développement du secteur. De même il restructurera les facilités de contrôle des entités dépendantes de lui. L'action dans ces deux domaines devrait être accompagnée d'une analyse et étude de mesures d'organisation et fonction internes du Ministère nécessaires en vue d'assurer intégralement les fonctions qui lui sont confiées à savoir planification, coordination, étude et préparation de la législation nationale portant sur les transports./-

Activités du projet

lieu

Durée et date de mise
en route envisagées

I. Activités préparatoires

Montréal

24 mois : octobre 1975 -

Bourses pour deux stagiaires

Canada

Septembre 1977

Etude générale sur l'étendue
d'une législation moderne des
transports rémunérés par route

Yaoundé

1 ½ mois
février 1976

Examen de l'état des études sur:

a) situation actuelle dans le
secteur

b) Révision ou rédaction d'un
projet de loi sur transports
rémunérés

Yaoundé

2 mois
Avril 1976

2. Activités de la phase de pointe.

Participation à l'évaluation des

projets transports au IVe Plan

Yaoundé

Douala

un mois, pendant
mars- juin 1976

Etablissement du projet de
la loi sur les transports
rémunérés par route

Yaoundé

un mois, pendant
mars- mai 1976

Esquisses et démonstrations
des méthodologies relatives
à la planification

chefs-lieux
de Provinces

Juin- octobre 1976
(emploi du temps de
l'expert deux mois)

- Etat du secteur, diagnostic
et analyses.

- situation des transports
routiers

- renseignements sur les pro-
jets d'investissement.

Entraînement sur place des
cadres dans la planification
du secteur transport

Yaoundé

Colloques, réunions et un
séminaire espacés à partir
du 20 avril 1976 au 30 mars
1977 emploi du temps de l'ex-
pert - 2 ½ mois)

Analyse de l'impacte sur les transports régionaux ou nationaux des grands projets en cours d'exécution ou programmés

deux mois, entre mars et juin 1977

Consultation et rédaction des règlements détaillés sur les transports routiers basés sur un diagnostic et une étude d'évaluation de l'état actuel des transports

Yaoundé

deux mois - Septembre et octobre 1976

Rédaction des dispositions sur la circulation et prévention routière, avec concentration sur problèmes prioritaires.

trois mois, pendant novembre 1976 et mars 1977

Participation dans la mise en place d'une unité de planning au Ministère (son programme de travail).

Yaoundé

quatre mois avril- juillet 1977

3. Activités de la phase finale.

Proposition de dispositions d'ordre économique à faire par des textes juridiques, donnant assise à la politique du gouvernement en matière des transports.-

Yaoundé

deux mois
mars 1977

Etablissement d'un projet d'étude sur les besoins d'investissements dans le secteur pour les années 1979 - 1991

Douala
Garoua
Yaoundé
Ngaoundéré

deux mois
juin 1977

Rédaction du rapport final

un mois
novembre 1977

B. Description des apports du PNUD

1. Affectation du personnel international -----

Le Conseiller, expert en transport, devra posséder une grande expérience en gestion -- inclus aspects de législation et administration -- des moyens de transport, et en planification du secteur, au niveau supérieur de commandement.--

Le Conseiller sera attaché au Ministère des Transports ; il prêtera son concours aux études et à l'élaboration des projets de la législation et réglementation nationales des transports, et aux études permettant de retenir une méthodologie définitive de planification et programmation, sous forme de schéma directeur de l'action dans le secteur des Transports.--

Il sera en poste à Yaoundé, avec déplacements à l'intérieur, pour une période initiale d'un an qui débutera à partir de janvier 1976.--

2. Fourniture de services sous-traités.

Néant.

3. Fournitures et matériels.

a) Fichier central de l'immatriculation des véhicules, registration de propriétaires, registration des catégories de véhicules et leur utilisation, registration de visites techniques, vérification de taxes annuelles, triage mécanique.

b) Equipement microfilm-lecteur

c) Equipement classeur de documentation et récupération de l'information.

d) Véhicules du projet.

4. Dispositions concernant la formation

Deux bourses d'études de l'OTC sont déjà attribuées à deux fonctionnaires du Ministère : l'un de formation juridique (licencié en droit) et l'autre de formation statistique (Ingénieur des travaux statistiques). Les stagiaires sont partis pour se former à Montréal (Canada) pendant une période de 24 mois chacune à partir d'octobre 1975.

Trois stages seront organisés d'une durée approximativement deux mois chacun :

a) Organisation, gestion et administration des départements gouvernementaux chargés de la coordination des transports ;

- b) Exécution d'études de transports, de programmes d'investissement, présentation de modèles de besoins futurs, près d'une institution ou société spécialisée.
- c) Organisation et fonctionnement moderne d'un département central chargé du contrôle de la circulation automobile et portant sur les immatriculations, équipements, poids et dimensions de véhicules, conducteurs, prévention routière.

En plus, l'expert de P N U D prêter sa participation à la formation des cadres du Ministère des Transports.

C. DESCRIPTION DES APPORTS DU GOUVERNEMENT.

1. Affectation du personnel national

L'Expert sera assuré de la coopération et la consultation étroites avec la Direction des Transports au Ministère des Transports. Il sera assis à plein temps par le chef du service d'études et de la coordination. Ce service en particulier fournira trois assistants chercheurs, ainsi que le personnel de secrétariat.

Le Ministère offrira la participation du personnel intéressé aux colloques sur la planification des Transports. Il ~~offrira~~ ^{offrira} aussi la place à ces colloques aux fonctionnaires intéressés à la Direction des Routes Ministère de l'Équipement et de l'Habitat./--

2. Apports du Gouvernement en ce qui concerne les fournitures et matériel

Un bureau sera mis à la disposition ^{de l'}~~d'un~~ expert, ainsi que les fournitures et le matériel nécessaire pour l'accomplissement de sa tâche.

Le Gouvernement prendra à sa charge les frais de voyage et de transports de l'expert à l'intérieur du pays.-

Le Gouvernement aidera l'expert engagé au titre du projet à trouver un logement adéquat à des prix raisonnables.-

3. AUTRES apports du Gouvernement.-

Le Gouvernement désire obtenir l'assistance supplémentaire de source de coopération technique bilatérales. Cette assistance est désignée à accompagner les études et les démonstrations apportées par le PNUD, par des projets pilote et par des mesures pratiques de réorganisation et amélioration de la structure administrative, suivantes =

- a) Essais des transports combinés rail-route, emploi des containers ;
- b) Organisation de courses pratiques pour les transporteurs professionnels ;
- c) Assistance aux associations des transporteurs à l'établissement des programmes de perfectionnement du personnel des entreprises ;
- d) Réorganisation des services chargés de l'administration des transports et de la circulation automobiles ;
- e) Essais et travaux pilote dans le domaine de la signalisation routière ;
- f) Etude du trafic routier./-

G-DUVERNEMENT

BUDGET CONCERNANT LA CONTRIBUTION DU PNUD

\$ en millions de francs CFA)

Pays : République Unie du Cameroun

Titre :

Projet :

	Total	1975	1976	1977	1978
	m/h	m/h	m/h	m/h	m/h
10. Elément personnel du projet					
Boursiers	48 : 192	4 : 16	24 : 96	20 : 80	- : -
Directeur des Transports	5 : 900	- : -	2 : 360	3 : 540	- : -
Chef du service des Etudes et de la Coordination	16 : 1400	- : -	6 : 900	9 : 1350	1 : 150
Autres fonctionnaires des Transports	6 : 900	- : -	2 : 300	4 : 600	- : -
Assistants-chercheurs	48 : 2430	- : -	18 : 900	30 : 1500	- : -
Personnel d'appui	34 : 748	- : -	8 : 126	24 : 528	2 : 46
<u>TOTAL</u>	<u>157 : 6570</u>				
40. Elément matériel					
Matériel consommable (bureau: entretien équipement)	- : 1080	- : -	- : 500	- : 520	- : 60
Equipement de la bibliothèque recherches et documentation					
<u>TOTAL</u>	<u>- : 1080</u>				
50. Elément divers					
Déplacements	- : 2000	- : -	- : 1000	- : 2000	- : -
Autres dépenses	- : 200		100	100	
<u>TOTAL</u>	<u>- : 2200</u>				
<u>TOTAL GENERAL</u>	<u>9850</u>				

(en dollars des Etats Unis d'Amérique)

N° du projet :

	TOTAL		1975		1976		1977		1978	
	m/h	\$	m/h	\$	m/h	\$	m/h	\$	m/h	\$
Bourses	48	"	3		12		9			
Expert	24	"	-		11		12		1	
Matériel	-	16 000								
Location d'équipement de démonstration										
- fichier central bureau d'automobiles										
- saisie de l'information										
Achat équipement micro-filuer-lecteur										
Achat véhicule du projet										
Divers										

BUDGET CONCERNANT LA CONTRIBUTION DU ~~PROG~~

GOUVERNEMENT

(en millions de francs CFA)

Pays : République Unie du Cameroun

Titre :

Projet :

	Total	1975	1976	1977	1978
	m/h	m/h	m/h	m/h	m/h
10. <u>Elément personnel du projet</u>					
Boursiers	48 : 192	4 : 16	24 : 96	20 : 80	- : -
Directeur des Transports	5 : 900	- : -	2 : 360	3 : 540	- : -
Chef du service des Etudes et de la Coordination	16 : 1400	- : -	6 : 900	9 : 1350	1 : 150
Autres fonctionnaires des Transports	6 : 900	- : -	2 : 300	4 : 600	- : -
Assistants-chercheurs	48 : 2430	- : -	18 : 900	30 : 1500	- : -
Personnel d'appui	34 : 748	- : -	8 : 176	24 : 528	2 : 46
<u>TOTAL</u>	<u>157 : 6570</u>				
40. <u>Elément matériel</u>					
Matériel consommable (bureau: entretien équipement)	- : 1080	- : -	- : 500	- : 520	- : 60
Equipement de la bibliothèque recherches et documentation					
<u>TOTAL</u>	<u>- : 1080</u>				
50. <u>Elément divers</u>					
Déplacements	- : 2000	- : -	- : 1000	- : 2000	- : -
Autres dépenses	- : 200		100	100	
<u>TOTAL</u>	<u>- : 2200</u>				
<u>TOTAL GENERAL</u>	<u>9850</u>				

(en dollars des Etats Unis d'Amérique)

N° du projet :

	TOTAL	1975	1976	1977	1978
	m/h : \$	m/h : \$	m/h : \$	m/h : \$	m/h : \$
Bourses	48 "	3 "	12 "	9 "	" "
Expert	24 "	- "	11 "	12 "	1 "
Matériel	- 16 000				
Location d'équipement de démonstration					
- fichier central bureau d'automobiles					
- saisie de l'information					
Achat équipement micro-filuer-lecteur					
Achat véhicule du projet					
Divers					

S. Ambrozek

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT



UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME

YAOUNDE — CAMEROUN

B.P. 836

By pouch

Mr Jan Mikolaj
Chief, Transport Section
CNERT
United Nations
New York

UNOGRAMME



ONUGRAMME

CR. 6 (7-75)

WF(CP)

PUT AWAY SW/MB

USE BRIEF INFORMAL LANGUAGE FOR MESSAGE AND REPLY

SENDER: 1. Sends original and yellow copy to addressee via POUCH or AIRMAIL; 2. Keeps green copy; 3. On return of original, destroys green copy and forwards original to REGISTRY upon completion of action.

RECIPIENT: 1. Writes reply on original and yellow copy; 2. Keeps yellow copy and returns original to sender PROMPTLY via POUCH or AIRMAIL.

LE MESSAGE ET LA REPONSE DOIVENT ETRE REDIGES EN TERMES SIMPLES ET CONCIS

L'EXPEDITEUR: 1. Envoie l'original et la copie jaune au destinataire par la VALISE ou par AVION; 2. Conserve la copie verte; 3. Au retour de l'original, détruit la copie verte et envoie l'original à l'ENREGISTREMENT lorsque la question est réglée.

LE DESTINATAIRE: 1. Ecrit sa réponse sur l'original et la copie jaune; 2. Conserve la copie jaune et renvoie l'original PROMPTEMENT à l'expéditeur par la VALISE ou par AVION.

UNOGRAMME FOR IMMEDIATE DELIVERY ONUGRAMME
A REMETTRE IMMEDIATEMENT

TO: Monsieur Mufti, Représentant résident
A B. P. 836
Yaoundé (Cameroun)

4 - AUG 1976

DATE: 29 juin 1976

REFERENCE: TE 311/1 CAMEROON

FROM: Moussa Kaba, Chef, Section Afrique Centrale, SA/BCT
DE
SUBJECT: Country Programme
OBJET

MESSAGE

Avons noté programme QMR deuxième cycle CIP sera présenté conseil d'Administration en janvier 1977. Selon calendrier établi manuel PNUD section 3250 première rédaction programme était attendue Siège fin mai. Serai très reconnaissant recevoir quelques exemplaires ce document si possible une huitaine.

Remerciements.

UNDP - PNUD							
YAOUNDE							
Courrier Arrivée							
Dossier No Pro 300 CIP							
No d'Enregistrement							
	F	FRA	FAD	D-UDT	IRR	AP	ADM
N							
A							

REPLY - REPONSE

TO: Monsieur Kaba, Chef Section Afrique Centrale
A SA/BCT NEW YORK
FROM: Jawdat Mufti, Représentant Résident
DE PNUD - YAOUNDE

DATE: 15 juillet 1976

Document de programmation 1977/81 pas encore terminé. Attendons toujours version définitive Quatrième Plan Quinquennal. Espérons vous envoyer première rédaction courant Août.

cc: WF (CP) (CIP) (CIR)

RECEIVED

JUL 30 1976

Central Africa
Section, Africa
Branch, OTC

INSTRUCTIONS

ORIGINAL DIRECT

C. Kaba/ak

cc. Mr. Mufti, Res. Rep.

Mr. Bourjolly

Cleared by M. Kaba

RECORDS CONTROL

Mr. Michel Doe Kinga, Assistant Administrator
and Regional Director for Africa, UNEP

SEP 25 1977

13 September 1977

TE 322/1 CAMER
(100-2)

I. Radovic, Deputy Director
Africa Branch
Office of Technical Co-operation

TE 311/1 CAMER

UNEP/75/013 - Transport Financing
Cost-sharing participation

This is in reference to your memorandum of 16 March 1977 regarding the above-mentioned subject.

With particular reference to paragraph 2 of your memorandum, it should be appreciated if you would furnish us with the schedule of the World Bank's deposits of cost-sharing funds necessary for the implementation of the project.

ORIGINAL DIRECT

RD/JS

Mr. M. Umnov, Contract Officer
Purchase and Transportation Service
Office of General Services

10 July 1975

TE 311/1
CAMEROON

RECORDS CONTROL
AUG 2 - 1975

R. Dijon, Technical Adviser
Water Resources Branch, CNRRT

Hydrogeo report CAMEROON

Recalling our phone conversation of yesterday, please refer to my memorandum of 6 May to Mr. Al-Futaih indicating that Annex 3, covering geophysical prospections, is acceptable and that it can be finalized as is (copy attached).

N° du projet et source de financement	Titre du Projet	Contribution du PNUD (en milliers de dollars)	Agence d' exécution	Catégorie et mesure en vue approbation	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE
<u>I - INFRASTRUCTURE</u>							
CMR/71/525 (CIP)	ECOLE SUPERIEURE POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (ESPT)	1.083.400	UIT				
✓ CMR/72/003 (CIP)	REGLEMENTATION DE L'EXPLOITA- TION DU PORT DE DOUALA	36.400 ✓	NU/OTC ✓				
✓ CMR/72/014 (CIP)	CODE DES TRANSPORTS	72.800 ✓	NU/OTC ✓				
<u>II - AGRICULTURE, ELEVAGE, PECHEES ET FORETS</u>							
CMR/72/005 (CIP)	CENTRE NATIONAL DEVELOPPEMENT ENTREPRISES COOPERATIVES (CENADEC)	444.000	BIT				VI RP
CMR/72/008 (CIP)	MISE EN VALEUR DES FORETS (PROJET FORESTIER)	915.000	FAO				RP
CMR/72/009 (CIP)	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHES AGRONOMIQUES	157.900	FAO				
CMR/72/025 (CIP)	ASSISTANCE AUX PARCS DE SAVANE DU NORD-CAMEROUN	109.090	FAO				RP
CMR/73/004 (CIP)	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE AGRONOMIQUE (ENSA)	1.161.700	FAO				
<u>III - RESSOURCES NATURELLES</u>							
CMR/71/004 (CIP)	RECHERCHES DE SUBSTANCES NUCLEAIRES	150.500	AIEA				
✓ CMR/71/516 (CIP)	RECHERCHE EN EAUX SOUTERRAINES	896.600 ✓	NU/OTC ✓			RP	

ETAT RECAPITULATIF

DECEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	OBSERVATIONS
Réunion Information		VI	Mission évaluation combinée si possible avec réunion tripart.						
RP		RT						Rédaction Rapport final	
Recrutem. expert					Arrivée expert				
RT	Préparat. doc. rév. du projet	VI	VI		VI				
Séance de travail interminist.		VI	VI						
	VI (Ekona)				VI (Ekona)				
Séance trav. Intermin. RT - VI			VI						
	ME PNUD/FAO		VI						
Mission Consultant					.Analyse et évaluation des données .ME gisements découverts			RT	
VI				VI					

N° du projet et source de financement	Titre du Projet	Contribution du PNUD (en milliers de dollars)	Agence d' exécution	Catégorie et mesure en vue approbation	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE
<u>IV - RESSOURCES HUMAINES</u>							
CMR/68/011 (CIP)	INGENIEUR SANITAIRE	60.576	OMS				Prép. et Soumission prodac
CMR/68/012 (CIP)	ENSEIGNEMENT INFIRMIER	159.299	OMS				
CMR/71/007 (CIP)	CENTRE FORMATION RAPIDE EMPLOYES DE BUREAU - GAROUA -	238.100	BIT				Discussions avec MINPAT
CMR/72/019 (CIP)	CENTRE D'EDITION ET DE PRO- DUCTION DE MANUELS SCOLAIRES	133.550	UNESCO				VI
CMR/72/021 (CIP)	FABRICATION D'ALIMENTS PROTEOVITAMINES DE SEVRAGE	36.000	OMB/FAO				
✓ CMR/72/022 -(CIP)	ASSISTANCE EN MATIERE DE DEFENSE SOCIALE	56.200 ✓	NU/OTC ✓				
CMR/72/024 -(CIP)	ETUDE DE L'ERADICATION DU GOITRE ENDEMIQUE	10.250	OMS/FAO				
<u>V - INDUSTRIE</u>							
<u>B - PROJETS EN PREPARATION</u>							
✓ <u>I - INFRASTRUCTURE</u>			Agence d' exécution éventuelle				
CMR/69/009 (CIP)	PLANIFICATION DES TRANSPORTS	30.000	NU/OTC ✓		Préparation PRODOC		S PRODOC
✓ CMR/73/002 (CIP)	ASSISTANCE TECHNIQUE A UNE ENQUETE BUDGETAIRE CONSOMMATION MENAGES CAMEROUNAIS	51.000	NU/OTC ✓				S PRODOC
CMR/74/018 (CIP)	MANAGEMENT DE LA RECHERCHE	53.600	UNESCO				P PRODOC
à déterminer	ATELIERS GRAPHIQUES DU CAMEROUN - AGRACAM -	à déterminer	à déterminer				

[illegible]

N° du projet et source de financement	Titre du Projet	Contribution du PNUD (en milliers de dollars)	Agence d' exécution éventuelle	Catégorie et mesure en vue approbat.	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE
<u>II - AGRICULTURE, ELEVAGE, PECHE ET FORETS</u>							
* CMR/72/010 (CIP)	DEVELOPPEMENT DE LA PISCICULTURE	321.400	FAO				
CMR/74/002 (CIP)	DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE DU NORD	90.000	FAO				Consultat. et réunion de base
CMR/74/003 (CIP)	DEVELOPPEMENT DE LA PECHE COTIERE ARTISANALE	15.000	FAO				
CMR/74/004 (CIP)	OFFICE CEREALIER GAROUA	189.300	FAO				Clarificat. institution Consultat.
CMR/74/005 (CIP)	ETUDE DU DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AVICOLE	15.000	FAO				
* CMR/74/006 (CIP)	FEED-LOT PILOTE A LA SOSUCAM, MBANDJOCK	165.400	FAO			Demande Consultant FAO	
<u>III - RESSOURCES NATURELLES</u>							
✓ CMR/74/009 (CIP)	EXPLOITATION EAUX SOUTER- RAINES CONTINENTAL TERMINAL	1.000.000	Indétermin. ✓				Consultat. et réunion
✓ CMR/74/011 (CIP)	RECHERCHES MINIERES	1.500.000	NU/OTC ✓		Finalisation prodac		
* ✓ CMR/74/013 (CIP)	FORAGE ET DEVELOPPEMENT EN EAUX SOUTERRAINES	750.000	NU/OTC ✓			Approb. requête	Préparat. travaux creusement

DECEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	OBSERVATIONS
MF	Finalisation et S PRODOC		A PRODOC VI						
préliminaire des données	Discussions des Program. d'aide et des Agences spécialisées		Discussions av/le Gouvernement et les parties intéressées. Elaboration des divers projets.						
P PRODOC	S PRODOC et A PRODOC Recrutem. Consultants								
aspects FAO/PAM	P PRODOC S PRODOC		A PRODOC FAO/PAM et PNUD	Signature PRODOC					
P PRODOC	S PRODOC et A PRODOC Recrut. Consultants								
Mission Consult.	S PRODOC Recrut. Directeur			Arrivée Directeur projet	P PRODOC S PRODOC	A PRODOC FAO	A PRODOC PNUD		
prélimin. des données VI	Discussions des Program.d'aide et des Agences spécialisées		Discussions av/le Gouvernement et les parties intéressées. Elaboration des divers projets.						
Réception Comment. NU/PNUD	A PRODOC NU/PNUD Commande matériel		S PRODOC						
Recrutem. Experts.VI		VI			S PRODOC				

[illegible]

N° du Projet et source de financement	Titre du Projet	Contribution du PNUD (en milliers de dollars)	Agence d' exécution éventuelle	Catégorie et mesure en vue approbation	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE
IV - <u>RESSOURCES HUMAINES</u>							
CMR/68/014 (CIP)	BOURSE MEDICALE (RADIOISOTOPE)	13.000	OMS				
*CMR/72/017 (CIP)	INSTITUT DE PEDAGOGIE APPLI- QUEE A VOCATION RURALE IPAR - BUEA	232.000	UNESCO				
*CMR/72/018 (CIP)	INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION INE	565.080	UNESCO				Consultat. s/1e PRODOC entre
CMR/72/023 (CIP)	CENTRE UNIVERSITAIRE SCIENCES ET SANTE (CUSS)	1.309.350	OMS				S PRODOC 2°phase
CMR/73/003 (CIP)	INSTITUT DE PEDAGOGIE APPLI- QUEE A VOCATION RURALE IPAR - YAOUNDE	1.307.600	UNESCO				
✓ CMR/74/007 (CIP)	BOURSES- INSTITUT PANAFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT	<u>36.000</u>	Indétermin. OTC.			Formulat. prodoc	S PRODOC
CMR/74/008 (CIP)	CENTRE POUR LA FORMATION DES EMPLOYES DE BUREAU -BUEA-	15.000	Indétermin.				
CMR/74/014 (CIP)	PLANIFICATION DE L'EDUCATION	65.150	UNESCO				S PRODOC

N° du projet et source de financement	Titre du Projet	Contribution du PNUD (en milliers de dollars)	Agence d' exécution éventuelle	Catégorie et mesure en vue approb.	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE
<u>V - INDUSTRIE</u>							
CMR/74/001 (CIP)	TRAITEMENT DES CUIRS ET PEAUX	180.000	FAO				Elaborat. requête p.assist. préparat.
CMR/74/010 (CIP)	EXPERT EN GESTION DES ZONES INDUSTRIELLES	130.000	ONUDI				P PRODOC
CMR/74/012 (CIP)	NORMALISATION ET CONTROLE DE QUALITE	250.000	ONUDI				Discuss. prélimin. et
* CMR/72/011 (CIP)	CENTRE NATIONAL D'ASSISTANCE PETITES ET MOYENNES ENTRE- PRISES (CAPME)	500.000	PNUD				

* Activités préparatoires approuvées

ABREVIATIONS

Projets en préparation

AEP	Approbation en principe
MF	Mission de formulation par ...
ME	Mission d'évaluation par ...
P PRODOC	Préparation du prodoc par ...
S PRODOC	Soumission officielle du prodoc
A PRODOC	Approbation du prodoc
DAAP	Date approximative assistance préparatoire
DAIP	Date approximative initiation projet

Projets approuvés

VI	Visite d'inspection
RMT	Revue à mi-temps
RT	Revue tripartite
ME	Mission d'évaluation par ...
RAP	Rapport d'avancement du projet
RP	Révision du projet
RPE	Rapport pré-exécution
RFA	Rapport final de l'Agence
RFR	Rapport final du Rep. Rés.
RA	Rapport d'annulation
RPROG	Révision du programme

DECEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	OBSERVATIONS
Approbation Assist. Préparatoire par PNUD/FAO					Arrivée expert sous assist. préparat.				
P PRODOC	S PRODOC		(ONUDI): A PRODOC Recrutem. experts	A PRODOC par PNUD	Signature PRODOC		Arrivée experts		
Mission Consult. ONUDI	Arrivée Consultant	Finalisat. PRODOC PNUD/Minis/ UNDAT	Soumission officielle	Réception Comment. approb. PRODOC	A PRODOC PNUD	Signature PRODOC Recrut. experts			
RT Recrut. Experts		P PRODOC Soumission rapp.final		Récept. Comment.s/ rapp.final et PRODOC	Transmiss. Commentaire au Gouvern ^t	Rédaction éventuelle PRODOC révisé			

ORIGINAL DIRECT
Cl. : Mr. Radovic
Mr. Watts

RECORDED S. Wickham/inghe/jb

26 AUG 1974

19 Août 1974

~~EG132/226 GMR~~

M. Michel Doo Kingué
Administrateur adjoint et Directeur
Bureau régional pour l'Afrique, PNUD

R.J. Crooks, Directeur
Bureau de la coopération technique

TO 311/1 CAMER

CAMEROUN : Projet de recherches minières dans l'est
Mission d'un conseiller technique

1. Conformément à ce qui a été décidé entre nos services, un conseiller technique, M. Giraudon a récemment entrepris une mission au Cameroun en vue de formuler un projet de recherches minières.

.....
2. C'est avec plaisir que nous vous adressons maintenant le rapport de M. Giraudon. Ce document complète les informations contenues dans le projet de document concernant les recherches minières dans le sud-est que M. Giraudon avait remis à M. Borna pour discussion avec les autorités.

.....
3. Par un câble récent de M. Borna, nous avons appris avec satisfaction la possibilité d'accroître la somme de \$ 250.000 initialement retenue pour la première phase du projet. Conformément d'ailleurs à la demande du Représentant Résident, nous avons envoyé le câble ci-joint faisant état de nos propositions pour l'utilisation des fonds supplémentaires.

4. En attendant de savoir les intentions du Gouvernement sur l'ensemble de l'assistance proposée, nous aimerions vous suggérer au cas où le projet sera retenu, de prévoir l'approbation d'un budget préparatoire pour permettre de passer en temps utile les commandes de matériel, en particulier, véhicules et matériel de campement. En effet, le service des achats nous a prévenu des délais très longs (8 à 12 mois) pour la livraison des Land-Rovers. Si la commande pourra être placée à temps, l'achat à l'usine sera évidemment plus avantageux en ce qui concerne les prix et le choix que l'achat sur place.

cc. M. Borna, Représentant Résident

ORIGINAL DIRECT

R. 14 RG/cb

Monsieur Igor Radovic, Chef
Section des ressources physiques
Branche pour l'Afrique, BCT

le 7 août 1974

TE 311/1 CAMER

Vladimir Baum, Directeur
Division des ressources et des transports

Howard Brand, Chef
Section de la géologie et des mines, DRT

RECORDS CONTROL

CAMEROUN - Projet de recherches minières

AUG 16 1974

.....

Nous vous transmettons ci-joint, 10 exemplaires du rapport définitif de la mission que Monsieur Giraudon, Conseiller technique, a accomplie au Cameroun du 14 au 19 juin 1974.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

RAPPORT DE MISSION

14 - 19 juin 1974

par Robert GIRAUDON
Conseiller technique

New York, le 5 août 1974

1. But de la mission

En 1969 le Gouvernement camerounais avait présenté au PNUD une requête pour le financement d'un projet minier complexe pour un montant de \$ 1.018.625 avec une contribution du gouvernement équivalente, au taux de change de l'époque, à \$ 794.406. Le projet comportait l'aménagement du Service géologique, la recherche de matières premières pour ciment, un inventaire d'argiles et matières premières pour céramique, la commercialisation du disthène d'un gisement déjà connu, l'étude de la série du Lom (cuivre, nickel, or) et l'exploration de la série du Dja (uranium, cuivre, manganèse). Alors que la requête était en cours d'examen, l'ACDI (Agence canadienne pour le développement international) proposa à la demande du gouvernement de réaliser une prospection aéromagnétique et une étude photogéologique des zones du Cameroun à priori les plus intéressantes du point de vue minier, soit environ 160.000 km². Cette offre ayant été acceptée et sa réalisation étant entreprise, il a paru logique de reconsidérer la requête adressée au PNUD après l'achèvement des études entreprises par les Canadiens de façon à ce que certains des sujets de prospection proposés puissent bénéficier des résultats ainsi acquis.

La totalité des cartes aéromagnétiques au 1/50.000 et au 1/200.000 ainsi que le rapport de photogéologie venant d'être remis au Gouvernement camerounais à la fin du printemps 1974, il a paru opportun que nous mettions à profit notre passage au Gabon, pays voisin du Cameroun, pour faire un arrêt à Yaoundé en vue de reconsidérer la requête du gouvernement sur la base des nouvelles données disponibles.

2. Personnes rencontrées

MM. Maikano Abdoulaye, Ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire
H. Elangwé, Ministre des Mines et de l'Energie
A. Kunz Nlend, Directeur des Mines et de la Géologie
Eko Epié, Directeur Adjoint des Mines et de la Géologie
D.S. Nouféli, Sous-Directeur de la Géologie
Boubakar, Ingénieur chimiste, responsable du laboratoire de chimie
Olliviero, Ingénieur chimiste, Conseiller technique de la Coopération française

Dr. H.A. Hussein, Géologue, expert de l'A.I.E.A. chargé du Projet de Prospection des matières premières nucléaires

M. Borna, Représentant Résident des Nations Unies à Yaoundé et
M. Mathiews, son adjoint.

Nous tenons à exprimer tous nos remerciements au Dr. Hussein pour l'excellent accueil qu'il nous a réservé et pour toutes les facilités qu'il nous a apportées dans l'accomplissement de notre mission. Tous nos remerciements vont également pour les mêmes raisons, à M. Mathiews.

3. Nouvel examen de la requête

La requête présentée en 1969 a, à notre avis, l'inconvénient de regrouper dans un même projet des activités assez disparates qu'il pourrait être difficile de mener concurremment avec un plein succès, car elles impliquent une certaine dispersion des efforts. D'autre part, l'ordre des priorités nous a paru avoir évolué dans l'esprit de certains responsables du gouvernement qui semblent maintenant davantage préoccupés par l'utilisation des documents géophysiques et photogéologiques élaborés par les Canadiens.

Ceux ci vont compléter très prochainement l'interprétation de leurs cartes aéromagnétiques, déjà amorcées dans le rapport photogéologique, mais n'ont pas encore décidé de vérification au sol.

Par ailleurs, la zone couverte étant très vaste, il est certain que ces vérifications prendront pas mal de temps et le gouvernement camerounais est ouvert à tous les concours extérieurs qui pourraient se manifester.

C'est donc dans cet esprit que nous avons proposé au gouvernement de nous limiter, pour un projet des Nations Unies, au dernier des sujets inclus dans la requête de 1969, à savoir "l'exploration de la série du Dja".

Les raisons de ce choix ont été expliquées aux différentes personnalités que nous avons rencontrées qui, unanimement, les ont approuvées :

(a) la série du Dja a un âge et une lithologie très comparables à ceux du Francevillien du Gabon qui recèle les deux gisements de Mouanda (manganèse) et Mounana (uranium):

(b) elle a été traversée par des dykes et des sills de roches basiques qui atteignent une grande épaisseur et où les anciens auteurs ont noté des différenciations magmatiques. Bien que ces roches basiques ne donnent pas de contrastes sur les cartes aéromagnétiques, elles peuvent présenter de l'intérêt pour des minéralisations de cuivre et nickel;

(c) la position de la série du Djà sur la bordure de la cuvette congolaise, position symétrique à celle du Kassai, connu pour ses "pipes" diamantifères, les "pierres" signalées en RCA et au Congo, non loin de la frontière du Cameroun, confèrent à cette série et à ses bordures un intérêt évident pour la prospection du diamant;

(d) une forte anomalie encore inexpliquée a été révélée près de la frontière du Congo à la limite des feuilles Minton et Ngoila et il convient de la vérifier au sol.

Ce faisceau d'arguments, sauf évidemment le dernier, n'avait pas échappé aux anciens géologues mais les énormes difficultés de pénétration de cette région de forêt dense avaient découragé beaucoup d'initiatives et les tentatives qui ont été faites dans le passé, sauf peut-être celles du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) l'ont été avec des moyens insuffisants et ont donc pu laisser échapper des indices intéressants. A ces difficultés d'accès s'ajoutent d'ailleurs des problèmes de méthodologie de la prospection qui doivent être examinés avec soin (écran de l'humus pour la radioactivité, rareté des affleurements, épais recouvrement d'argiles rouges équatoriales), comme doit être étudiée l'organisation des moyens de pénétration qui à notre avis devraient mettre en jeu l'usage d'un hélicoptère.

Pour ces raisons techniques, il nous a donc paru souhaitable de scinder le projet en une phase préparatoire et en une phase d'exécution dont le programme détaillé serait donné à la fin de la première. Ce calendrier a d'autre part le mérite de s'accorder assez bien avec les fonds de l'actuel "IPF" sur lesquels 200.000 dollars environ resteraient disponibles. Or notre évaluation de la première phase du projet est de 250.000 dollars. Il y aurait donc 50.000 dollars environ à récupérer sur les autres programmes ce qui ne paraît pas tout à fait impossible à M. Borna, très désireux de diversifier l'utilisation des fonds du PNUD actuellement déséquilibrée en faveur des études sur les ressources humaines.

Le fait que le Ministre du Plan ait été vivement intéressé à la mise en route de ce projet est également un élément favorable qui pèsera de tout son poids dans les diverses réunions sectorielles prévues pour la fin de ce mois dans le cadre de la révision du Programme.

Nous avons estimé que le coût de la deuxième phase avoisinerait un million et demi de dollars, somme qui pourrait aisément s'imputer sur le deuxième "IPF" (1977-1981) pour lequel aucune dépense n'avait encore été envisagée ce qui inquiétait quelque peu M. Borna.

4. Conclusion

Sur ces bases, nous avons donc rédigé une minute de Document de Projet en deux phases dont la première seule est actuellement chiffrée en détail et aurait une durée de dix huit mois à compter du 1er juillet 1975 (ce calendrier tient compte des impératifs des saisons sèches et humides). La deuxième phase prendrait le relai de la première en janvier 1977.

Notre minute du Document de Projet a été tapée en plusieurs exemplaires qui seront examinés lors de la révision du programme et transmis pour commentaires au PNUD et au Gouvernement.

N.B. Nous venons d'apprendre par un télégramme de Monsieur Borna que finalement les fonds qui seront disponibles sur l'actuel "IPF" seront plus importants que prévu et que le montant de la première phase pourrait même excéder \$ 250.000. L'augmentation de certains postes de dépenses du Document de Projet sera donc étudiée.

ORIGINAL DIRECT

6, 180
F. Boumechal/BC

Clearance: Mr. Zelleke

6 August 1974

TE 311/CAMER

RECORDS CONTROL

AUG 8 1974

Cher Monsieur,

Je vous remercie pour l'envoi des deux exemplaires du "Rapport annuel sur de petits projets du système des Nations Unies au Cameroun" (Assistance Technique), établi par votre bureau pour 1973, et pour le "Rapport Annuel pour 1973 sur l'Assistance au Développement par le Bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun".

Veuillez agréer, Cher Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

KW

Kenneth Watts
Directeur-adjoint
Service pour l'Afrique
Bureau de la Coopération Technique

Monsieur Bertin Borna
Représentant Résident du PNUD
Boîte postale 836
Yaoundé, Cameroun.

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

JUL 12 1974

NV/cb

Monsieur Igor Radovic, Chef
PRPS, Service pour l'Afrique, BCT

le 9 juillet 1974

TE 311/1

Cameroon

Howard Brand, Chef
Section de la géologie et des mines, DRT

CAMEROUN : Rapport de la mission de M. Giraudon, Conseiller technique,
effectuée du 14 au 19 juin 1974.

1. Nous avons reçu de M. Giraudon, un bref rapport sur ses activités et contacts au Cameroun; nous notons avec plaisir que cette mission a été très fructueuse.
2. Comme on le sait, en 1969 le Gouvernement camerounais avait introduit auprès du PNUD une requête pour un important projet minier se rapportant aux métalliques et non-métalliques. Suite à l'intervention de l'Agence canadienne pour le développement international, l'exécution du projet avait été reportée jusqu'à maintenant, cette agence ayant exécuté de vastes couvertures de prospection géophysique. Actuellement, les cartes de prospection géophysique ont été fournies au Gouvernement camerounais qui désire relancer les recherches minières sur de nouvelles bases, les intérêts du gouvernement ayant évolué depuis 1969.
3. M. Giraudon a jeté les bases de l'établissement d'un document de projet de recherches minières dans la région sud-est du Cameroun, appelée région du Bassin de la Djà couverte principalement par les formations géologiques du même nom. La première phase du projet nécessitera une somme de 250.000 dollars qui est disponible dans le chiffre indicatif de planification; il n'y a donc pas de difficultés pour le démarrage du projet. Quant à la seconde phase, son budget sera déterminé ultérieurement et inclus dans le chiffre indicatif de planification de la période 1977-1981.
4. Le Département organique considère que la mission de M. Giraudon a été un grand succès, puisqu'il a réussi le démarrage de recherches minières si longtemps retardé pour diverses raisons. La région choisie est certainement l'une des plus prometteuses de cette partie de l'Afrique.

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

JUN 2 1974

PG/gc

Monsieur A. Mullier, Directeur Adjoint
Bureau de Statistiques, ESA

le 27 juin 1974

TE 311 / 1 CAMOR

Philippe Gouamba, PMO
Section des Ressources Humaines, Service pour l'Afrique, OTC

CAMEROUN: Enquête Budget-Consommation des Ménages

... Suite à notre conversation téléphonique de ce jour (27 Juin)
je vous prie de trouver ci-joint copie de la lettre du Représentant
Résident par laquelle il nous demande d'entreprendre ~~des~~ recherches
en vue de candidatures éventuelles en attendant la soumission du
document du projet.

Nous vous serions reconnaissants de l'attention que vous voudriez
bien porter à cette requête.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT



UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME

RECORDS CONTROL

JUL 18 1974

REPRESENTATION AU CAMEROUN
Adresse télégraphique : UNDEVPRO, YAOUNDE

*Ben
Dec 1974*

*Attendant
de recevoir
la requête
au niveau
officiel de
Gouvernement*

*Avec les compliments
du
Représentant Résident*

Monsieur WATTS
Directeur Adjoint
Service pour l'Afrique
O T C

NEW YORK N.Y. 10017

22/6/74

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT



REPRESENTATION AU CAMEROUN

RECORDS CONTROL

UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME

Mr. Kaba
Mr. Radovic
Miss Wickremasinghe
11/7
11/7/74

Adresse postale : B. P. 836 Yaoundé
Adresse télégraphique : UNDEVPRO Yaoundé
Télex : Yaoundé 8304
Téléphone : 22-41-99
22-50-35

Date

Le 22 Juin 1974

Référence

74-499

CMR/71/004

T8311/1 CAMOR
Nawton

Monsieur le Ministre,

Objet : Projet Recherches minières dans l'Est du Territoire de la
République Unie du Cameroun (Feuilles Minton, Ngoïla,
Moloundou, Abong Mbang, Medoum, Yokadouma)

J'ai l'honneur de me référer à l'entretien que vous avez eu la semaine dernière avec M. GIRAUDON, expert des Nations Unies au cours de sa récente visite au Cameroun. M. GIRAUDON était accompagné de M. HUSSEIN, expert chargé du projet CMR/71/004

Les deux experts m'ont fait part de l'intérêt que vous avez porté à l'exposé qu'ils vous ont fait et qui concerne la recherche minière dans l'Est du Cameroun. Un projet de document dont vous trouverez ci-joint un exemplaire a été préparé en vue de concrétiser les propositions de M. GIRAUDON et de permettre au PNUD de dégager les fonds nécessaires à la mise en oeuvre d'un projet opérationnel.

Comme vous le savez, nous sommes en pleine période de révision du programme pluriannuel du PNUD au Cameroun. La réunion sectorielle couvrant l'industrie, les mines et l'énergie se tiendra le 28 Juin prochain à 15 h au Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, pour retenir l'ordre de priorité accordé aux projets nouveaux et procéder à des ajustements financiers indispensables à la poursuite des projets anciens. Avec votre accord, le présent document sera discuté au cours de cette réunion. Les estimations ont été faites, tant en ce qui concerne l'apport du Gouvernement que celui du PNUD.

Il est également souhaitable qu'un texte soit pris par le Gouvernement, déclarant la zone concernée, zone minière réservée à l'exception des permis qui auraient déjà été accordés antérieurement à la date de signature du présent document de projet.

..../...

Son Excellence
Monsieur le Ministre du Plan
et de l'Aménagement
du Territoire

Y A O U N D E

La parution du texte constitue un préalable au démarrage des activités du projet.

J'adresse un exemplaire de ce document à M. le Ministre de l'Energie et des Mines qui est le ministère technique directement intéressé au projet.

Ce projet me paraît extrêmement important dans la mesure où il peut donner naissance dans un avenir plus ou moins rapproché à d'importants investissements mettant en oeuvre des ressources intérieures et extérieures d'un volume appréciable selon les résultats des découvertes. Il est évident que les sources de financement extérieures et en particulier la Banque Mondiale seront intéressées aux résultats d'un tel projet.

J'espère que vous ferez vôtre cette initiative des Nations Unies hautement appuyée par mon Bureau.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Bertin Borna
Représentant Résident

NOTE pour servir à l'établissement d'un
DOCUMENT DE PROJET relatif à une recherche
minière dans la Série du Dja~~z~~

Titre ~~pro~~posé pour le projet:

" Recherches Minières dans la Série du Dja~~z~~ (Sud-Est Cameroun)"

I- ORIGINE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES:

A. Justification du Projet:

Le Cameroun a accompli de longue date un effort important pour mettre en évidence son potentiel minier; mais bien que certaines régions pouvaient paraître avoir un contexte géologique favorable, les prospections entreprises jusqu'ici n'ont pas enregistré les résultats attendus. De plus, la mise en exploitation des gisements reconnus (bauxite, disthène, gaz naturel) s'est trouvée retardée pour des raisons diverses, de sorte que la part de l'industrie extractive dans l'économie nationale est actuellement pratiquement négligeable (cassitérite et or).

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans la reconnaissance minière du Cameroun, par l'achèvement d'une prospection magnétique aéroportée et d'une étude photogéologique qui couvrent environ le tiers du pays (160.000 km²) et ont été réalisées dans le cadre de l'assistance bilatérale canadienne.

Il convient donc maintenant d'assurer l'interprétation et l'exploitation de ces nouvelles données. Il s'agit là d'un travail important qui doit être fractionné en plusieurs zones géographiques découpées suivant des critères géologiques et pour lequel le Gouvernement se propose de faire appel aux plus larges concours, notamment à l'assistance du Programme des Nations Unies pour le Développement, à laquelle il est demandé de procéder à l'exploration de la série du Djac, dans le Sud-Est du pays, dont les similitudes avec le Francevillien du Gabon, laissent espérer l'existence de diverses minéralisations, notamment de manganèse et d'uranium. Un projet de l'AIEA procède déjà à la recherche de ce dernier métal dans le Nord du pays, mais les moyens qu'il met en oeuvre ne lui permettent pas d'aborder le problème de la série du Djac, qui s'étend sur une vaste région de forêt primaire, très difficile d'accès.

B. Cadre institutionnel:

1. L'organisme coopérateur sera la Direction des Mines et de la géologie qui dépend du Ministère des Mines et de l'Energie. Cette direction abrite, dans des locaux qu'elle partage avec le Ministère des Travaux Publics, un service géologique où est déjà installé le Projet de l'A.I.E.A. et comprend un laboratoire de chimie, animé pour quelque temps encore, par un expert de l'aide bilatérale française. Ce laboratoire est en cours d'équipement avec un spectrophotomètre à absorption atomique qui lui permettra de traiter les échantillons de prospection géochimique (un fluorimètre fonctionne pour la géochimie de l'uranium). Une quinzaine de géologues camerounais sont, soit en cours de formation, soit déjà disponibles et un certain nombre d'entre-eux pourront être affectés au Projet de même que quelques adjoints techniques (prospecteurs), tandis qu'un ingénieur chimiste et des laborantins camerounais assurent la marche du laboratoire de chimie.

2. L'Agence d'exécution du Projet programmera et dirigera les opérations par l'intermédiaire d'un Directeur de Projet, agréé par le gouvernement.

3. Le Gouvernement désignera son Représentant auprès du Projet et un Coordinateur.

Le Représentant du Gouvernement, assisté du Coordinateur, veillera à l'accomplissement en temps voulu des engagements du gouvernement et aidera le Directeur du projet dans la coordination des activités propres au projet avec les objectifs du Plan Quinquennal.

4. Un Comité consultatif sera créé et sera composé comme suit:

- a) Le Ministre chargé des Mines ou son représentant, Président
- b) Le Ministre du Plan et du Développement, ou son représentant
- c) Le Ministre des Finances, ou son représentant
- d) Le Directeur des Mines et de la Géologie
- e) Le Directeur du Plan
- f) Le Directeur de l'Aménagement du Territoire
- g) Le Chef du Service géologique
- h) Le Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement
- i) Le Directeur du Projet
- j) Le Représentant du Gouvernement, si celui-ci ne figure pas parmi les personnalités ci-dessus mentionnées.

Le Comité consultatif se réunira, à la demande du Représentant du Gouvernement ou du Directeur du Projet, aussi souvent qu'il sera nécessaire pour assurer la bonne marche du projet et au moins deux fois par an.

5. La zone où opérera le projet correspondra aux coupures au 1/200 000 de l'IGN ainsi désignées: Feuilles Mintom, Ngoïla, Moloundou, ~~Akouloung~~, Abong Mbang, Medoum, Yokadouma, ~~Djoum~~. Cette zone sera déclarée, par décret, zone minière réservée pour le Gouvernement à l'exception des permis qui auraient déjà été accordés antérieurement à la date de signature du présent document de projet. La parution du décret ci-dessus mentionné constitue un préalable au démarrage des activités du Projet.

C. Disposition concernant les activités consécutives prévues par le Gouvernement:

Le présent projet est prévu en deux phases qui s'étendront sur une période d'environ cinq ans. Seule la première phase qui a un caractère préparatoire est actuellement chiffrée. Elle durera environ *un an et demi.*

~~un an et demi.~~ Le but recherché étant la mise en évidence de minéralisations d'intérêt économique et le présent projet ne devant en aucun cas dépasser le stade de la reconnaissance par sondages, il conviendra, en cas de succès, de prévoir le financement d'une phase de sondages et travaux miniers systématiques pour l'évaluation des réserves ~~et des teneurs~~ et l'étude des moyens à mettre en oeuvre pour l'exploitation du gisement qui serait ainsi démontré.

Ce financement sera étudié en temps opportun par le gouvernement qui pourra l'assurer, soit sur ses propres ressources, soit avec la participation d'aides bilatérales ou multilatérales, soit en faisant appel à des capitaux extérieurs publics ou privés, soit en panachant un certain nombre de ces formules.

D. Autres activités connexes:

Il est certain que la découverte d'un gisement exploitable dans la région très peu accessible et à peu près inhabitée du Sud-Est Cameroun, serait une cause d'entraînement économique incomparable. Il est évident que la voie de communication qui serait créée pour desservir une mine et en évacuer la production pourrait être également amortie par les exploitations forestières qu'elle rendrait possibles.

E. Assistance future du PNUD:

La contribution du PNUD pour la première phase du projet est estimée à 250.600 \$ qui s'imputeront sur le présent I.P.F. La deuxième phase, pour laquelle la contribution du PNUD est estimée à environ un million de dollars, s'imputera sur l'I.P.F. qui courra de 1976 à 1980. *et demi*

Une assistance plus lointaine du PNUD pourra également être envisagée, ainsi qu'il est mentionné au paragraphe précédent, concernant les activités consécutives.

II - OBJECTIFS DU PROJET

Le présent projet s'inscrit comme une suite normale et plus spécifique aux travaux de géophysique aéroportée et de photogéologie, qui ont été entrepris dans le cadre du présent Plan Quinquennal (1971 - 1976) pour la mise en valeur des ressources naturelles du pays.

A. Objectif à long terme.

Il consiste à donner un essor important aux industries extractives qui sont encore très peu développées au Cameroun.

B. Objectifs immédiats:

1. Pour l'ensemble du projet.

La série du Dj~~â~~²⁴ qui s'étend, dans le sud-Est du pays, sur environ 30.000 km² jusqu'aux frontières avec le Congo et la RCA, n'a été reconnue et prospectée que par quelques missions (Direction des Mines-BRGH-C.E.A.) dont les moyens ^(relativement faibles) ~~assez~~ restreints en regard des énormes difficultés à vaincre: forêt dense pénétrée par un nombre très limité de routes qui obligeait à des opérations de portage lentes et ~~pas efficaces~~ ^{archaïques}, difficultés d'observation dues à la végétation, obstacles à la mise en œuvre des techniques classiques de radiométrie (humus) et ^{de} ~~prospections~~ alluvionnaire et géochimique (argiles rouges équatoriales, humus).

La similitude de la série du Dj~~â~~²⁴ avec le Francevillien du Gabon, où sont exploités un très important gisement de manganèse et un gisement d'uranium, a été notée depuis de nombreuses années par les géologues. Elle a incité le C.E.A. (Commissariat à l'Energie Atomique) à faire une prospection de scintillométrie aéroportée (essentiellement ^{limitée à la région du Sud-Est} ~~sur la formation tillitique~~) qui a été ^{suivie} ~~effectuée~~ de plusieurs missions de vérification au sol qui n'ont pas eu de suite. Il est à noter que dans ce cas comme au Gabon, l'efficacité de la radiométrie est fortement atténuée par l'effet d'écran opaque que constitue le tapis végétal. C'est la raison pour laquelle, sauf élément nouveau qui pourrait la justifier, on ne prévoit pas de nouvelle prospection aéroportée de ce type dans le présent projet.

La série du Dj~~â~~²⁴ est d'autre part affectée par des intrusions basiques plus ou moins concordantes que les anciens auteurs ont décrites comme pouvant être différenciées. Bien que ces intrusions ne "marquent" presque pas sur les cartes aéromagnétiques réalisées par l'ACDI (Agence Canadienne pour le Développement International) elles méritent d'être revues en détail et éventuellement prospectées pour des minéralisations de cuivre, nickel, chrome, cobalt (un indice de cuivre a été signalé au Congo dans une formation analogue).

La série du Dj~~â~~²⁴ occupe aussi sur la bordure de la cuvette congolaise une position symétrique à celle du Kasai, province du Zaïre, qui est devenue célèbre pour sa production diamantifère. On connaît d'autre part l'existence de diamants sur les pourtours de la série du Dj~~â~~²⁴, en R.C.A. et au Congo. La prospection du diamant, qu'il soit d'origine kimberlitique ou secondaire (conglomérats) est également un objectif immédiat du projet. On notera que la prospection aéromagnétique réalisée par l'ACDI a été réalisée à une maille trop lâche pour appréhender de façon certaine des "pipes" kimberlitiques, même si ceux-ci donnaient un contraste magnétique. La formation tillitique devra par contre être réexaminée attentivement.

Enfin, la prospection aéromagnétique réalisée par l'ACDI a révélé une très forte anomalie magnétique dont l'origine est inconnue près de la frontière congolaise, à la limite des feuilles Minton et Ngoila. Il convient évidemment de la vérifier au sol.

2. Pour la première phase:

Atteindre un nombre d'objectifs aussi variés dans une zone largement étendue, percée seulement de 2 ou 3 pistes carrossables non permanentes, souvent marécageuse, où la progression est pénible et difficile, où il n'existe pas de possibilité de ravitaillement, pose évidemment, en plus des classiques problèmes de méthodologie de la recherche minière, des problèmes logistiques et de moyens de pénétration ardu et complexes qui ne peuvent être résolus sans une étude préalable.

C'est à cet objectif que répond la première phase du projet qui devra réunir toutes les informations nécessaires à l'établissement d'un programme précis dont les diverses opérations (notamment l'utilisation d'un hélicoptère et de bateaux légers) devront être parfaitement coordonnés en fonction des divers sujets de prospection, retenus pour la deuxième phase.

3. Possibilités d'investissement:

Ce projet situé au stade le plus amont de la recherche minière ne présente évidemment aucune possibilité d'investissement immédiat.

III - PLAN D'EXECUTION

A. <u>Activités du projet</u>	Lieu	Date de mise en route et Durée
1. <u>Activités préparatoires à la charge du Gouvernement.</u>		
- Recherche et location d'un bâtiment pour abriter le projet (les locaux de la Direction des Mines étant insuffisants). Ce bâtiment devra comprendre non seulement des bureaux, mais également des magasins pour le stockage du matériel et une enceinte pour parquer les véhicules	Yaoundé	Disponible au 1er Juillet 1975
- Parution du décret déclarant zone réservée pour le Gouvernement, la zone d'activité du Projet	Yaoundé	Parution avant fin juin 1975

- | | | |
|--|---------|--------------------------------------|
| <p>- Achat de deux jeux de photographies aériennes de la zone du Projet, de trois jeux de cartes au 1/200 000, des esquisses au 1/100 000 disponibles, mise à la disposition de 3 jeux des cartes aéromagnétiques de la zone du projet au 1/50 000 et au 1/200 000, de trois exemplaires du rapport de photo-géologie établi par l'ACDI, de trois exemplaires de la carte géologique du Cameroun au 1/1 000 000 avec sa notice explicative, et d'un exemplaire du rapport BRGM Mission Abong M'Bang <i>et d'un exemplaire des deux rapports du CEA, chacun des</i></p> | Yaoundé | Disponible
au 1er
Juillet 1975 |
| <p>- Demande d'autorisation d'exploitation de 4 fréquences Radio pour les télécommunications du Projet</p> | Yaoundé | Disponible
1er juillet
1975 |
| <p>2. Activités administratives du Projet:</p> | | |
| <p>- Engagement local d'une secrétaire comptable</p> | Yaoundé | Juillet-
Septembre
1975 |
| <p>- Achat local de trois Land-Rover Station Wagon</p> | " | " |
| <p>- Achat local d'un véhicule pour le Directeur de projet</p> | " | " |
| <p>- Achat local de mobilier et d'équipements de bureau</p> | " | " |
| <p>- Achat local d'un matériel de campement léger pour trois <i>sept personnes</i> géologues (susceptibles d'être transportés en portage ultérieurement)</p> | " | " |
| <p>- Achat local d'un matériel technique succinct pour trois <i>quatre</i> géologues <i>et trois prospecteurs</i></p> | | " |
| <p>- Toutes autres activités administratives requises par la première phase du projet</p> | " | Juillet 75
à décemb.76 |
| <p>3. Activités préparatoires à l'organisation de la phase 2:</p> | | |
| <p>- Reconnaissance de la zone du projet, utilisation de toutes les pistes carrossables possibles, demande d'autorisation, pour passer par le Congo (piste de Souanké), information sur les nouvelles pistes forestières, renseignements sur les cours</p> | | |

d'eau ou les biefs navigables, les rapides dangereux, les chutes, choix des types d'embarcation à utiliser, (gonflables et en plastique centrifugé) en fonction des renseignements obtenus

Zone du
Projet

Octobre 75
à Mai 1976

- Choix des sites d'hélicoptères naturels et des premiers sites à aménager (sur photo et sur place)

Zone du
Projet

"

- Renseignements sur les coûts horaires d'utilisation d'un hélicoptère (type Alouette II Astaz ^{ou} autre) et sur les performances de l'appareil.

Etablissement d'un programme national d'utilisation de l'appareil (cf rapport "Développement Forestier du Gabon" de la FAO)

Yaoundé
Douala

Juin à
septemb. 1976

- Choix de l'emplacement d'un camp de base facilement ravitaillable et au plus près de la zone d'action.

"

- En fonction des renseignements obtenus, commande des équipements nécessaires à la seconde phase; véhicules, matériel radio, embarcations de divers types, moteurs hors bord, matériel de prospection diamant, divers matériels techniques, matériel de campement "portable", installations fixes du camp de base etc.

Yaoundé

Janvier à
Sept. 1976

4. Activités de recherches minières en phase 1.

Elles auront pour but essentiel de sélectionner les méthodes ^{de} prospection à utiliser de façon systématique en phase 2:

- Compilation de la documentation rassemblée par la contrepartie et de toute autre source d'information qui serait disponible.

Yaoundé

Juin à
septemb. 75

- Visite, sur autorisation demandée par le Siège, des mines de Moanda (manganèse) et ~~Moukoko~~ ^{Mounana} (uranium) au Gabon.

Gabon

entre juin
et Oct. 1975

- Prospection diamant: Reconnaissance des cours d'eau, étude morphologique des vallées et de l'alluvionnement, choix d'une méthode de prospection et établissement d'un programme.

Zone du
Projet
Yaoundé

Octobre 75
à Octobre 76

- Reconnaissance géologique le long des pistes carrossables: recherche d'éléments de stratigraphie dans la série du Dj~~ad~~⁴, en vue de déterminer les horizons à priori favorables, s'ils existent; examen des roches basiques ~~et~~ ^{et de leurs} différenciations ^{et de leurs} possibilités métallogéniques

Zone du
Projet

Octobre 75
à mai 76

- Reconnaissance rapide au sol de l'anomalie aéromagnétique au Nord de Souank~~é~~³. Recherche de sa cause. Conclusions pour la prospection et établissement d'un programme éventuel de recherches.

Zone du
Projet

Octobre 75
à Mai 76

- Tests géochimiques le long des pistes carrossables: essais systématiques en sols ~~et~~ en "stream-sediments" ~~et~~ éventuellement sur roches, profils à l'émanomètre.

Zone du
Projet

Octobre 75
à mai 76

- Analyse des échantillons géochimiques et mise au point d'un programme de prospection géochimique et, sur critères de sélection, d'émanométrie.

Autres analyses, études pétrographiques.

Yaoundé

1^{er} avril 1976
à Déc. 1976

5. Activités de mise en route de la phase 2:

- Préparation ^{et signature} d'un additif au document de projet pour la phase 2

Yaoundé
New York

Août à
décembre 76

- Spécifications du contrat de location d'hélicoptère

Yaoundé
New York

juin 1976

- Mise en place à Yaoundé et sur le terrain (campement de base) des équipements nécessaires à un démarrage des activités de phase 2, au 1^{er} janvier 1977

Yaoundé
Zone du
Projet

Novembre
à Décembre
1976

- Début du recrutement de la main-d'oeuvre.

Cameroun

Décembre 76

- Début de la phase 2

Yaoundé
Zone du
Projet

1^{er} janvier
1977

6. Estimation de l'importance de la phase 2:

On ne peut pour le moment en donner qu'un aperçu très flou. Elle s'étalera sur un peu plus de trois ans. Du point de vue personnel international, elle comprendra, outre celui de la phase 1 (Directeur de projet, géochimiste, secrétaire comptable), un agent administratif, un chef géologue, géochimiste et un certain nombre de géologues de spécialisations diverses, ~~et~~ éventuellement, un géophysicien et des sondeurs en fin de programme, et des consultants, soit environ 8 à 9 experts. Le personnel de contrepartie et la main-d'œuvre locale devront être à la mesure de l'importance du personnel international. Le principal sous-contrat concernera la location d'un hélicoptère. Le matériel du Projet sera complété au fur et à mesure des besoins qui seront anticipés autant que possible. Le volume total de cette deuxième phase devrait être de l'ordre de un million et demi de dollars des Etats-Unis.

7. Calendrier des rapports:

Il sera établi un seul rapport technique qui donnera avec plus de détail, les raisons des choix arrêtés ^{pour} le programme établi ^{en vue de} pour l'extension du projet ~~et~~ relative à la phase 2. Ce rapport devra être soumis au Siège en Novembre 1976.

B. Description des apports du PNUD:

1. Affectation du personnel international:

a) Directeur du Projet:

Il devra avoir à la fois un sens très poussé de l'organisation, être un géologue expérimenté et accompli, être familier des problèmes de prospection en zone forestière, et avoir une bonne expérience administrative

↑
Lieu

↑
Date de début et durée

Yaoundé

1er juillet 75 à Déc. 1976 et au-delà

b) Géochimiste analyste:

Il devra être familier de l'usage des spectrophotomètres à absorption atomique et être capable de conseiller et d'entraîner le personnel d'un laboratoire camerounais de chimie et de géochimie.

Yaoundé

1er avril à décembre 76 et au-delà

c) Consultant en prospection diamant

Yaoundé

1 mois début 1976

d) ~~un~~ Consultant en roches basiques

Yaoundé

"

- | | | |
|--|---------|---|
| d) Un Consultant géochimiste de terrain | Yaoundé | 1 mois début 76 |
| e) Autres consultants (<i>substances radioactives</i>) | Yaoundé | 1 mois |
| f) Une secrétaire comptable engagée localement | Yaoundé | 1er juillet 75 à décembre 76 et au-delà |

2. Contrats de sous-traitance:

3. Dispositions concernant la formation:

2 bourses de spécialisation pour géologue ou prospecteur	12 mois au total Place à déterminer
--	--

4. Apport du PNUD en fournitures et matériel:

- | | |
|--------------------------------------|------------|
| a) Matériel courant: | |
| Divers consommables | 8.000 \$ |
| b) Matériel durable 1ère phase (1) | |
| - Véhicules: | |
| 3 Land Rover S W 109 | 18.000 \$ |
| 1 véhicule genre Peugeot 504 ou R 16 | 3.500 \$ |
| - Matériel de campement | 6.000 \$ |
| - Matériel et équipements techniques | 6.000 \$ |
| c) Matériel durable 2me phase (2) | |
| - Véhicules |) |
| - Embarcations et moteurs HB |) |
| - Matériel radio |) |
| - Matériel de prospection diamant |) |
| - Matériel de campement |) |
| - Matériel et équipements de bureau |) |
| - Matériels techniques |) |
| - Pièces détachées |) |
| | 100.000 \$ |

(1) Achat local

(2) Commandé par le Siège dès que les besoins précis auront été définis. Livraison au projet avant le 31 décembre 1976.

5. Divers:

Utilisation et entretien du matériel	6.000 \$
Rapport	3.000 \$
Autres dépenses	5.000 \$
Dépenses directes. Missions de Conseillers	2.000 \$

C. Description des apports du Gouvernement

Le Gouvernement versera au compte du PNUD intitulé
n° _____ chez la banque
à Yaoundé, le montant de sa contribution en
espèces pour la première phase, soit 10.994.000 F CFA
selon le calendrier suivant: 5.410.000 F CFA au 1er
juillet 1975 et le solde, soit 5.884.000 F CFA au 1er
janvier 1976.

La ventilation de cette contribution en espèces est donnée
ci-après, dans le tableau budgétaire qui la concerne.

1. Affectation du personnel national:

- a) Géologue de niveau universitaire du 1er juillet 75 à
décembre 1976
et au-delà
- .2 géologues de niveau universitaire de novembre 1975 à
décembre 1976
et au-delà
- .3 prospecteurs (agents techniques) de novembre 1975 à
décembre 1976
et au-delà
- .1 dessinateur de novembre 1975 à
décembre 1976
et au-delà

2. Apports du Gouvernement en fournitures et matériel
(contribution en nature):

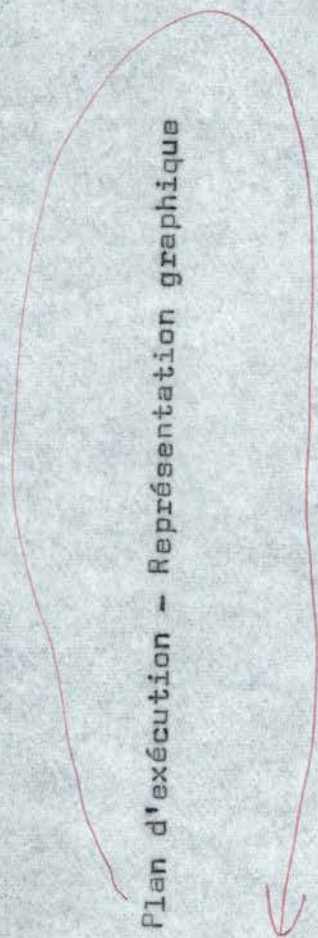
- location d'un bâtiment pour abriter le
projet, son matériel et ses véhicules. 250.000 F CFA
mois
- Mise à la disposition du projet des
services du laboratoire de chimie
et de géochimie de la Direction des
mines p.m.

3. Dépenses diverses supportées par le Gouvernement
(contribution en nature)

- Frais de téléphone et de télécommunications
intérieures au Cameroun 400.000 F.CFA
- Voyages intérieurs au Cameroun 400.000 F.CFA
- Frais de transit ~~et~~ de transport
et de stockage etc. des matériels
importés par le projet p.m.
- Redevances d'exploitation radio p.m.
- Redevances eau, électricité du
bâtiment abritant le projet 40.000F.CFA/mois

Plan de

Plan d'exécution - Représentation graphique



BUDGET concernant la Contribution du PNUD (1ère phase)
(en dollars des Etats Unis)

Pays: Cameroun

N° du Projet:

Titre : Recherches Minières dans la série du Djâ

	TOTAL		1975		1976	
	Mois de	\$	Mois de	\$	Mois de	\$
	travail		travail		travail	
10. <u>Elément Personnel du Projet:</u>						
- Directeur de Projet	18	45.000	6	15.000	12	30.000
- Géochimiste analyste	9	22.500	-	-	9	22.500
- Consultants	4	10.000	-	-	4	10.000
- Secrétaire comptable locale	18	7.200	6	2.400	12	4.800
19. TOTAL pour l'élément	49	84.700	12	17.400	37	67.300
20. <u>Elément sous-traitance:</u>	-	-	-	-	-	-
30. <u>Elément formation:</u>						
Bourses x 2	12	8.400	6	4.200	6	4.200
39. TOTAL pour l'élément	12	8.400	6	4.200	6	4.200
40. <u>Elément matériel:</u>						
- Matériel consommable		8.000		4.000		4.000
- Matériel durable 1ère phase		33.500		33.500		-
- Matériel durable 2me phase		100.000		-		100.000
TOTAL pour l'élément		141.500		37.500		104.000
50. <u>Elément Divers:</u>						
- Entretien matériel		6.000		2.000		4.000
- Autres dépenses		10.000		5.000		5.000
59. TOTAL pour l'élément		16.000		7.000		9.000
99. TOTAL GENERAL		250.600		66.100		184.500

BUDGET concernant la contribution du Gouvernement, en espèces (1ère phase)
(En milliers de francs CFA)

Pays: Cameroun

N° du Projet:

Titre : Recherches minières dans la Série du Djou.

	TOTAL		1975		1976	
	Mois de travail	F.CFA	Mois de travail	F.CFA	Mois de travail	F.CFA
10. <u>Personnel du Projet</u> (Personnel d'appui)						
-Secrétaire	18	630	6	210	12	410
-Planton (2)	36	576	12	192	24	384
-Chauffeurs(3)	30	900	6	180	24	720
-Manoeuvres(36) (ration incluse)	216	3.888	36	628	180	3.260
TOTAL pour l'élément	300	5.994	60	1.210	240	4.784
40. <u>Matériel</u>						
- Matériel consommable (carburants et ingrédients)		1.000		400		600
- Matériel durable (équipements de dessin et de bureau)		3.000		3.000		-
TOTAL pour l'élément		4.000		3.400		600
50. <u>Divers:</u>						
- Entretien matériel		500		200		300
- Autres dépenses		500		300		200
TOTAL pour l'élément		1.000		500		500
99. TOTAL GENERAL		10.994		5.110		5.884

BUDGET concernant la contribution de contrepartie du Gouvernement
en nature (1ère phase)
(en milliers de francs CFA)

Pays : Cameroun

N° du Projet:

Titre : Recherches minières dans la série du Djoh.

	TOTAL		1975		1976	
	Mois de travail	F.CFA	Mois de travail	F.CFA	Mois de travail	F.CFA
10. <u>Personnel du Projet</u> (Personnel national)						
- Géologues (3)	46	6.900	10	1.500	36	5.400
- Prospecteurs (3)	42	3.360	6	480	36	2.880
- Dessinateur	14	560	2	80	12	480
19. TOTAL pour l'élément	102	10.820	18	2.060	84	8.760
40. <u>Matériel</u>						
- Locaux		4.500		1.500		3.000
49. TOTAL pour l'élément		4.500		1.500		3.000
50. <u>Dépenses diverses:</u>						
- Entretien et utilisation		1.000		400		600
- Autres dépenses		800		250		550
59. TOTAL pour l'élément		1.800		650		1.150
99. TOTAL GENERAL		17.120		4.210		12.910

Amerce I

Place d'une carte du Cameroun
avec indication de la zone du
Projet.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT



UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME

Adresse postale : B. P. 836 Yaoundé
Adresse télégraphique : UNDEVPRO Yaoundé
Télex : Yaoundé 8304
Téléphone : 22-41-99
22-50-35

RECORDS CONTROL

REPRESENTATION AU CAMEROUN

JUL 2 1974

RECEIVED

25 JUN 1974

HR/AB/OTC

Date Le 7 Juin 1974

Référence 74-456

CMR/73/002

Action completed
gc

TE 311/1 CAMER

Cher Monsieur Watts,

Je m'excuse à mon tour de répondre avec quelque retard à votre câble du 9/1/74 concernant le projet Enquête Budget-Consommation des ménages.

.... Vous trouverez ci-joint une photocopie de la lettre N° 867 du 23/4/74 que m'a adressée le Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire en réponse à la lettre que je lui avais faite, pour demander des détails précis sur le projet envisagé.

J'ai profité du récent passage de Mr le Professeur Mullier à Yaoundé pour discuter de cette question avec la participation de Mr MOUYEBE. Un élément favorable a pu jouer, en ce sens que nous sommes en pleine révision du programme pluriannuel du PNUD au Cameroun. Je puis déjà vous assurer que le projet sollicité par le Gouvernement sera retenu pour une durée de 18 mois. Vous pouvez déjà entreprendre les recherches en vue de candidatures éventuelles en attendant l'adoption officielle du programme révisé, ce qui devrait avoir lieu début Juillet 1974.

Veuillez agréer, Cher Monsieur Watts, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Bertin Borna
Représentant Résident

Monsieur WATTS
Deputy Director
O.T.C.
United Nations Headquarters

NEW YORK N. Y. 10017

cc: w.f.
sent 27/6/74

23 AVRIL 1974

12 Mois
\$ 15.000 de jurn-
\$ 30.000 à trous

UNDP - PNUD YAOUNDE
- 3 JUIN 1974
Courrier Arrivée
Recevoir N°

1867

D.

Réf. : L/L n° 413 du 10/10/1973.

à Monsieur le Représentant Résident
du Programme des Nations Unies

Objet : Enquête Budget-Consommation
des ménages.-

- YAOUNDE -

Monsieur le Représentant Résident,

Faisant suite à ma correspondance visée en référence,
j'ai l'honneur de vous apporter les détails suivants sur les
tâches que nous comptons confier à l'expert sollicité.

Tout d'abord il y a lieu de préciser que son travail
devra se faire en deux temps.

1°) - Dans un premier temps l'objectif sera d'évaluer le coût
de l'opération. Pour se faire il conseillera le Gouverne-
ment sur un certain nombre d'options :

a) Champ de l'enquête

- . enquête dans les agglomérations urbaines
- . enquête dans les agglomérations urbaines et les
zones rurales.

b) Méthode de calcul de l'indice

L'objectif de base de l'enquête demandée par
le Gouvernement étant de calculer un indice des prix
à la consommation pour l'ensemble du pays, il reste
à définir le mode de calcul d'un pareil indice.

- b1. panier national à évaluer, à l'aide des prix obser-
vés dans les divers points de vente de la République;
- b2. panier national à évaluer, dans chaque point de vente
et l'indice national étant la moyenne de ces divers
indices; dans ce cas, les pondérations seront à dé-
finir.
- b3. des paniers régionaux et l'indice d'ensemble étant la
synthèse, quels seront dans ce cas les critères de
choix des paniers et quelles seront les pondérations.

.../...

Il devra aussi, avec les statisticiens de la Direction de la Statistique :

- définir la base de sondage
- déterminer la taille de l'échantillon
- élaborer le questionnaire
- établir le devis de l'enquête.

La durée de la mission de l'expert dans ce premier temps peut être évaluée à 3 mois.

Dans un deuxième temps les tâches de l'expert seront les suivantes :

- formation des enquêteurs
- conduite de l'enquête pilote
- conduite des opérations sur le terrain
- exploitation de l'enquête.

La durée du séjour de l'expert au cours de ce passage sera de deux ans environ.

Je rappelle que cette importante enquête devrait permettre :

d'une part de saisir les revenus et les dépenses des ménages en vue du calcul d'un indice des prix de détail à la consommation

d'autre part de mettre au point une méthodologie sur des enquêtes permanentes nécessaires à la confection du compte de l'agent Ménage de la Comptabilité Nationale.

Espérant que les détails ci-dessus vous permettront de réserver une suite favorable à notre demande, je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant Résident, l'assurance de ma considération distinguée./-



Signé: D^r MA'KANO ARDOULAYE

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

14 MAY 1974

RF R. Giraudon/arb

Mr. Igor Radović, Chief
PRPS, Africa Branch, OTC

Mr. Vladimir Baum, Director
Resources and Transport Division

Howard C. Brand, Chief
Geology and Mining Section, RTD

Request for Official Travel

10 May 1974

ORIGINAL ON FILE
EO 132/226 UFV(5)
EO 132/226 CAR(h)

X-REF TE 311/1 GABON

FILE -> TE 311/1 CAMER

1. It would be appreciated if a travel authorization could
be issued covering the below mentioned travel:

Name: Robert Giraudon, Technical Adviser (E-5)

Itinerary: New York - Abidjan - Ouagadougou - Libreville -
Yaoundé - Paris - New York

Duration: 33 days (approx.)

Departure: 25 May 1974

Timing (approximate): 2 days - Ivory Coast
2 weeks - Upper Volta
1 week - Gabon
1 week - Cameroun
3 days - Paris

2. Purpose of travel

a. UPPER VOLTA (UPV/71/516) Mineral Research in the North

This mission had not been foreseen in the first half of 1973 in spite of the fact that an evaluation mission of the results of the project was anticipated in the draft Project Document for the new phase (January-June 1974). As a matter of fact, this project, which has lasted for several years, is coming to an end, and the problem is to know whether sufficient results have been obtained and deserve a follow-up. The Government seems to have already made a decision in this respect, asking for the termination of the project and the start of a new one in the southwestern part of the country. This new project is aimed at the same studies which were considered in the first draft of the project UPV/72/040, now only devoted to water supply problems.

Government officials concerned the possibility of preparing a request for a mineral survey project in the south, as it could be a preliminary step for mineral development, provided that funds could be made available in the UPV for this purpose.

Mr. Giraudon will assess the final results of the present project and give some guidelines to the Project Manager on the final and last technical reports. In addition, he will discuss with the Government the structure of the new project and assist them in writing the new request. He will also try to find the best solutions for turning over the equipment of the project to be terminated (either on site or not yet delivered) and which of the personnel still in Upper Volta is to be retained for the new project.

He will discuss with the Resident Representative what the best solution would be to clear up all the numerous administrative problems still pending, related to the project to be terminated.

b. GABON (GAB/72/007) Mineral Research in the Southwest

The start of the project has been hampered so far by claims of private companies in the zone allocated to the project. Since the Government has now turned down these claims, there is no more hindrance for going ahead. Thus, all the steps for a quick signature of the Project Document have been taken and the hiring of a Project Manager is expected soon.

In the light of new information, it appears that an adequate magnetic airborne survey will cost \$250,000 instead of the \$80,000 earmarked in the Project Document for this purpose. Therefore, keeping the total UNDP contribution unchanged, the Project Document needs to be modified in order to make this airborne survey possible, as stated in our memorandum of 2 May. Mr. Giraudon will discuss with the Government the necessary changes and draft the Amendment.

Mr. Giraudon will also inspect the equipment available from the previous project and determine if it is still in conditions to be used in the new project. This information will help establish the list of equipment in the Amendment.

c. Mineral Research in CAMEROON (TE 311/1)

There is no mineral project currently operative in Cameroun. We have just heard from the Canadian International Development Agency (CIDA) that the airborne surveys they carried out in this country are now finished and they intended to start a follow-up in north Cameroun, giving up the south, which is a forested area very difficult to penetrate. However, we think this area very attractive for mineral exploration as it includes a very large sill of differentiated basic rocks and a formation, the serial of Dja, very similar to the Francevillian of Gabon which is well-known for its uranium and manganese deposits. We could take advantage of Mr. Giraudon's presence in a neighbouring country to send him to Cameroun, if the Government and the Resident Representative would agree, so that he can discuss with the Government officials concerned the possibility of preparing a request for a mineral survey project in the south, as we think it could be a promising area for mineral development, provided that funds could be made available in the IPF for this purpose.

.../...

d. Furthermore, we think it would be useful for Mr. Giraudon to stop for two days in Abidjan (Ivory Coast) for a short talk with the Chief Geologist of the SODEMI; this would be helpful as this company is exploring the same type of mineralization as the new project in the southwest of Upper Volta.

Also, we propose that Mr. Giraudon stop for three days in Paris in order to meet responsible officials of BRGM to try to obtain the release of confidential reports on the important exploration work they carried out in the UNDP project area in Gabon.

Subject: Technical Assistance

Location: Abidjan - Yamoussoukro - Bouaké -
Paris - New York

Duration: 12 days (approx.)

Estimated cost: \$10,000 (approx.)

Places to be visited: Ivory Coast
Upper Volta
Gabon
Cameroon
Paris

Remarks:

UNDP/19/14 Mineral Research in the Volta

This mission has been foreseen in the first half of 1973 in order to see the first results of the mission of the project and to discuss in the draft project document for the new mining development plan. As a matter of fact, this project, which has waited for several years, is coming to an end, and the problem is to know whether sufficient work has been obtained and whether a follow-up by the Government seems to have already made a decision in this regard, either for the termination of the project and the start of a new one in the southeastern part of the country. This new project is what is the same mission which was considered in the first draft of the project UNDP/19/14, now only limited to water supply problems.

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

RG CB
14 MAY 1974

le 7 mai 1974

ORIGINAL ON FILE

EC 132/226

UPV(5)

FILE -> TE 311/1 CAMER

Monsieur Igor Radovic, Chef
Section des ressources physiques
Branche pour l'Afrique, BCT

Vladimir Baum, Directeur
Division des ressources et des transports

Howard Brand, Chef
Section de la géologie et des mines, DRT

HAUTE VOLTA(UPV-71/516) et CAMEROUN (TE 311/1)

1. Nous avons reçu une communication téléphonique de Monsieur Larochelle de l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), qui nous a permis d'avoir une idée plus nette des intentions de cet organisme en Haute Volta.
2. La deuxième mission de Monsieur Domzalsky, que nous avons prévue dans le cadre de la deuxième phase du Projet pour l'interprétation géologique des cartes aéromagnétiques établies par l'ACDI, a maintenant bien peu de chances de se réaliser. Nous avons donc assuré Monsieur Larochelle que l'ACDI pourrait entreprendre cette interprétation de son côté, sans qu'il y ait de danger de duplication des travaux.
3. Comme étape suivante de leur activité, les Canadiens, à la demande du gouvernement voltaïque, couvriront, toujours en magnétisme aéroporté, le Sud Est du pays (confins dahoméo-nigériens). Il semble donc bien que le gouvernement ait l'intention de réserver à l'O.N.U. la zone Sud Ouest (qui attirait davantage l'ACDI) dans le cadre du nouveau projet dont fait mention le cable DP 82 de Monsieur Hôgel à Monsieur Watts.
4. Monsieur Larochelle tient à notre disposition une importante documentation relative aux derniers levés aéromagnétiques réalisés par l'ACDI et aimerait, d'autre part, avoir un entretien avec un de nos conseillers techniques en vue d'une meilleure coordination des actions des deux organismes.
5. D'autre part, nous avons appris de Monsieur Larochelle, que l'ACDI avait terminé ses travaux de grande reconnaissance au Cameroun : prospection aéromagnétique et photogéologie. Sa prochaine intervention se déroulerait dans la série de Poli (Nord du pays) et laisserait donc libre la zone que le bureau organique pense être de loin la plus attrayante : la série du Dja et ses roches basiques dans la région forestière du Sud Est.

Un projet dans cette zone pourrait maintenant s'appuyer sur les documents de base indispensables qui viennent d'être établis par les Canadiens : un levé aéromagnétique et une étude photogéologique (plus une carte topographique au 1/50.000).

6. Nous proposons qu'avant de partir en Haute Volta, Monsieur Giraudon, Conseiller technique, passe deux jours à Ottawa pour y recueillir les derniers documents établis par l'ACDI et indispensables à une bonne appréciation de la poursuite des recherches en Haute Volta (ce qui compensera légèrement le fiasco de la mission Domzalsky). Il profitera également de cette visite pour parfaire la coordination de l'action des deux organismes et ramener des compléments d'information sur le Cameroun.

ORIGINAL DIRECT

RECORDS CONTROL

JUN 1 1973

RVH/gm

Mr. Kenneth Watts, Acting Deputy Director
Africa Branch, OTC

29 May 1973

Mr. Norbert Falzon, Assistant Director-in-Charge
of Co-ordination of Operations, RTD

TE 311/1 CAMER

Zdenek Lastovka, Chief
Transport Section, RTD

CAMEROUN: Country Programme - Projects in the field of Transport

1. Our review of the Country Programme for Cameroun indicates that action is now required in regard to two projects which fall within our field of competence:

- a) Code des transports routiers, scheduled for a three-year duration, starting in 1972, with input of US\$ 75,000 from UNDP.
- b) Ingenieur glotechnicien, scheduled for a three-year duration, starting in 1972, with input of US\$ 65,000 from UNDP.

2. You are kindly requested to ascertain through the Resident Representative whether the Government is ready to proceed with the implementation of these projects. If affirmative, we would recommend that project documents be prepared in the field, in draft, and conveyed to us for comments prior to submission to UNDP. Fellowship nominations should be made by the Government at this time, without awaiting formal project approval, to accelerate placement procedures. Upon receipt of a project document in draft, we would be in a position to prepare job descriptions and initiate recruitment on an advance basis.

cc: Mr. Z. Lastovka
Miss S. Levy